

Portugal

PRINCIPALES QUESTIONS DEVANT LE COMITÉ DES MINISTRES - SURVEILLANCE EN COURS

➔ Accès à un tribunal

Impossibilité d'avoir accès à un tribunal pour l'examen d'un pourvoi en cassation en raison de l'interprétation restrictive d'une règle procédurale par la Cour suprême.

Meggi Cala (24086/11)
Arrêt définitif le 02/05/2016

Surveillance standard

État d'exécution

➔ Équité des procédures judiciaires

Manquement de la cour d'appel, en 2007, à l'obligation d'entendre l'accusée en personne au cours d'une procédure pénale pour menaces et injures ayant abouti à une condamnation à 265 heures de travaux d'intérêt général.

Moreira Ferreira (19808/08)
Arrêt définitif le 05/10/2011

Surveillance standard

État d'exécution

Iniquité de la procédure disciplinaire à l'encontre de magistrats en raison de l'insuffisance du contrôle exercé par la Cour suprême des sanctions prononcées par le Conseil supérieur de la magistrature.

**Tato Marinho Dos Santos
Costa Alves Dos Santos
(9023/13)**

Arrêt définitif le 21/09/2016

Surveillance standard

État d'exécution

➔ Durée des procédures judiciaires

Durée excessive des procédures judiciaires révélant un problème structurel dans l'administration de la justice et absence de recours compensatoire effectif.

**Groupe Vicente Cardoso
(30130/10)**

Arrêt définitif le 12/03/2013

Surveillance soutenue

État d'exécution

➔ Exécution des décisions de justice nationales

Procédure exécutoire illégale en matière fiscale en raison du non-respect par les autorités fiscales et les tribunaux administratifs d'un acquittement à la suite de poursuites pénales pour fraude fiscale.

Melo Tadeu (27785/10)
Arrêt définitif le 23/03/2015

Surveillance standard

État d'exécution